

Activité économique

Au quatrième trimestre 2021, le PIB français s'est situé à 0,9 % au-dessus de son niveau d'avant la crise sanitaire, poursuivant son rattrapage dans plusieurs secteurs des services (commerce, transports, services aux ménages...). Les trois premiers mois de l'année 2022 apparaissent plus contrastés. Le mois de janvier a été caractérisé par la dégradation de la situation sanitaire (vague Omicron) et ses conséquences (recours accru au télétravail, mise en place du passe vaccinal, jauges pour certains événements, etc.). En février, la plupart des restrictions ont été progressivement levées, et les enquêtes de conjoncture laissent alors augurer une réaccélération de l'activité. Le mois de mars est quant à lui marqué par les premières conséquences du déclenchement de la guerre en Ukraine, s'ajoutant aux difficultés d'offre (difficultés d'approvisionnement, difficultés de recrutement) et aux tensions sur les prix qui préexistaient. Dans ce contexte, l'évolution du PIB français au premier trimestre 2022 serait le reflet, en moyenne, de ces évolutions contrastées. Il ralentirait ainsi, avec une progression prévue de +0,3 % (après +0,7 % au quatrième trimestre). Après une progression annuelle du PIB de +7,0 % en 2021 par rapport à 2020, l'acquis de croissance pour l'année 2022 à l'issue du premier trimestre – c'est-à-dire la croissance annuelle qui serait observée si le PIB trimestriel restait stable sur le reste de l'année – serait alors de +2,7 %.

Plus précisément (► figures 1 et 3a, 3b), la consommation des ménages reculerait au premier trimestre, dans un contexte marqué par une situation sanitaire dégradée en janvier, mais également par la progression continue de l'inflation. La consommation publique resterait dynamique, portée par la campagne de vaccination et la réalisation des tests de dépistage pendant la vague Omicron. L'investissement des entreprises resterait allant, mais ralentirait quelque peu, et celui des ménages se redresserait, porté par la construction. Les échanges extérieurs ont été très dynamiques fin 2021 : ils ralentiraient début 2022, mais seraient tout de même tirés par la reprise des échanges de produits manufacturés (et notamment, s'agissant des exportations, par des livraisons navales). Ils seraient néanmoins affectés en fin de trimestre par les répercussions de la guerre en Ukraine sur les échanges énergétiques et agricoles et sur le tourisme international.

► 1. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en évolutions trimestrielles et annuelles

variations trimestrielles et annuelles (en %), données CVS-CJO

	2020				2021				2022	2020	2021	Acquis 2022
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1			
Produit intérieur brut	-5,7	-13,5	18,6	-1,1	0,2	1,3	3,1	0,7	0,3	-8,0	7,0	2,7
Importations	-5,0	-18,5	17,0	0,8	1,5	2,1	1,0	3,9	1,6	-12,2	7,8	5,6
Total des ressources	-5,4	-14,6	18,0	-0,4	0,5	1,7	2,6	1,3	0,5	-8,9	7,5	3,2
Dépenses de consommation des ménages	-5,7	-11,7	18,5	-5,5	-0,1	1,2	5,5	0,5	-0,5	-7,2	4,7	2,9
Dépenses de consommation des administrations*	-3,0	-11,4	17,5	-0,7	-0,3	0,7	2,9	0,4	0,6	-3,5	6,3	2,5
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	-4,3	-12,8	20,5	-1,4	-0,1	0,8	4,2	0,5	0,9	-4,9	7,7	3,6
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	-0,7	-8,3	13,1	1,1	-0,8	0,1	-0,4	-0,2	0,1	-0,1	3,7	-0,3
Formation brute de capital fixe (FBCF)	-9,6	-15,8	26,5	2,4	0,3	2,3	0,0	0,6	0,6	-8,9	11,5	1,7
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	-9,5	-15,6	28,1	1,4	1,3	1,6	0,1	1,1	0,8	-8,1	12,1	2,0
<i>Ménages</i>	-12,5	-18,1	30,0	6,9	-1,9	5,0	0,7	0,0	0,3	-12,2	15,6	1,8
<i>Administrations publiques</i>	-4,9	-12,3	18,2	0,6	-0,6	0,9	-1,1	-0,4	0,3	-4,4	4,8	-0,3
Exportations	-5,2	-25,1	21,3	4,1	0,8	2,0	1,7	3,1	1,9	-16,1	9,2	5,6
Contributions (en point)												
<i>Demande intérieure hors stocks**</i>	-6,0	-12,6	20,3	-2,5	-0,1	1,4	3,5	0,5	0,0	-6,7	6,8	2,5
<i>Variations de stocks**</i>	0,3	0,9	-2,2	0,5	0,4	0,0	-0,6	0,5	0,2	-0,2	0,0	0,3
<i>Commerce extérieur</i>	0,0	-1,8	0,5	0,9	-0,2	-0,1	0,2	-0,3	0,1	-1,1	0,2	-0,1

■ Préviation

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Note : l'acquis 2022 correspond à l'acquis du premier trimestre.

Lecture : au premier trimestre 2022, les exportations augmenteraient de 1,9 % par rapport au quatrième trimestre 2021 ; la contribution des échanges extérieurs à la croissance trimestrielle du PIB serait de 0,1 point.

Source : Insee

► 2. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en écart au quatrième trimestre 2019

écart au quatrième trimestre 2019 (en %), données CVS-CJO

	2020				2021				2022
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Produit intérieur brut	-5,7	-18,4	-3,2	-4,3	-4,1	-2,9	0,2	0,9	1,2
Importations	-5,0	-22,6	-9,4	-8,7	-7,3	-5,4	-4,4	-0,7	0,9
Total des ressources	-5,4	-19,2	-4,7	-5,0	-4,5	-2,9	-0,4	0,9	1,4
Dépenses de consommation des ménages	-5,7	-16,8	-1,4	-6,8	-6,9	-5,7	-0,5	0,0	-0,5
Dépenses de consommation des administrations*	-3,0	-14,0	1,0	0,3	0,0	0,7	3,6	4,0	4,6
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	<i>-4,3</i>	<i>-16,5</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,0</i>	<i>4,2</i>	<i>4,7</i>	<i>5,6</i>
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	<i>-0,7</i>	<i>-8,9</i>	<i>3,0</i>	<i>4,1</i>	<i>3,2</i>	<i>3,4</i>	<i>3,0</i>	<i>2,7</i>	<i>2,8</i>
Formation brute de capital fixe (FBCF)	-9,6	-23,9	-3,7	-1,4	-1,1	1,2	1,2	1,9	2,5
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	<i>-9,5</i>	<i>-23,6</i>	<i>-2,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>2,2</i>	<i>2,2</i>	<i>3,4</i>	<i>4,2</i>
<i>Ménages</i>	<i>-12,5</i>	<i>-28,3</i>	<i>-6,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>-2,3</i>	<i>2,5</i>	<i>3,3</i>	<i>3,3</i>	<i>3,5</i>
<i>Administrations publiques</i>	<i>-4,9</i>	<i>-16,6</i>	<i>-1,5</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,6</i>	<i>-2,0</i>	<i>-1,7</i>
Exportations	-5,2	-28,9	-13,8	-10,3	-9,5	-7,7	-6,1	-3,2	-1,4

■ Préviation

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

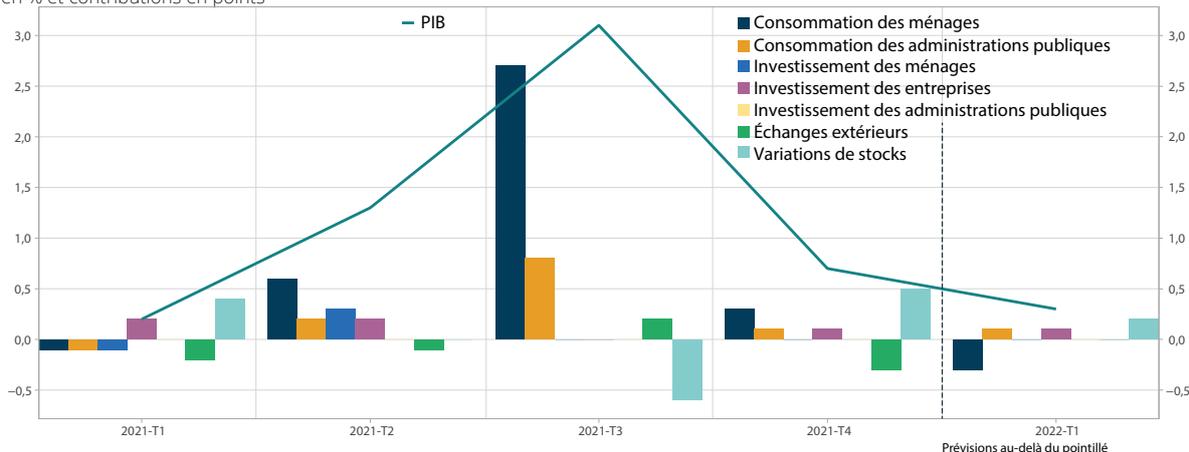
** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur

Lecture : au premier trimestre 2022, les exportations se situeraient -1,4 % sous leur niveau du quatrième trimestre 2019.

Source : Insee

► 3a. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations en % et contributions en points

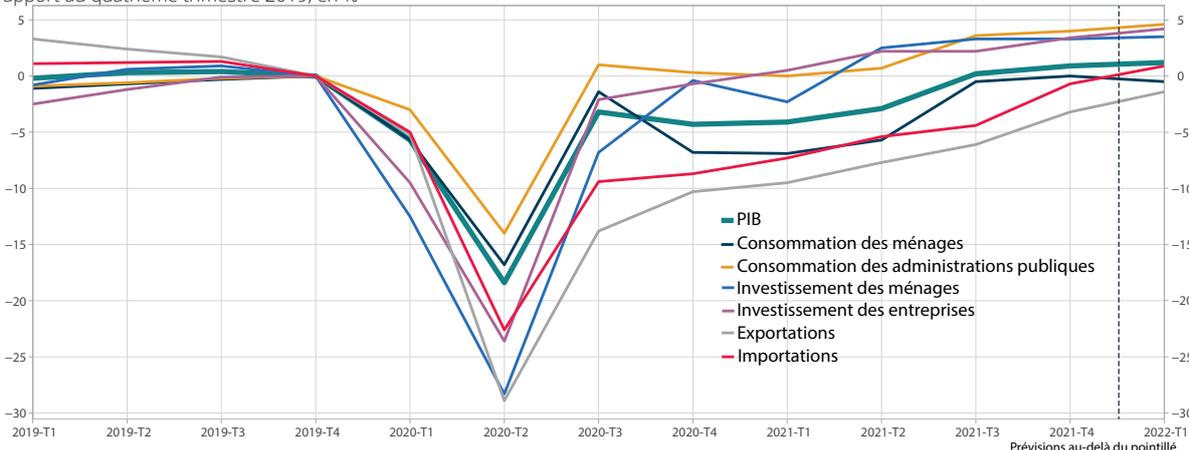


Lecture : au premier trimestre 2022, le PIB augmenterait de 0,3 % par rapport au quatrième trimestre 2021 ; la contribution de l'investissement des entreprises non financières (ENF) serait d'environ 0,1 point.

Source : Insee

► 3b. Évolutions trimestrielles du PIB, des importations et des principaux postes de la demande, en écart au quatrième trimestre 2019

écart par rapport au quatrième trimestre 2019, en %



Lecture : au premier trimestre 2022, les importations dépasseraient leur niveau du quatrième trimestre 2019.

Source : Insee

Certains contrastes sectoriels persisteraient au premier trimestre : l'activité ralentirait fortement dans les services, se reprendrait légèrement dans l'industrie et accélérerait quelque peu dans la construction (► figures 5, 6 et 7). La dégradation de la situation sanitaire en début d'année induirait en effet un net ralentissement dans les services de transport et les services aux ménages, et même un recul dans l'hébergement-restauration. Après une baisse au quatrième trimestre 2021, l'industrie repartirait à la hausse, portée entre autres par les branches des biens d'équipement et des matériels de transport.

► 4. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations annuelles (en %) et contributions en points



Lecture : en 2022, l'acquis de croissance annuelle du PIB au premier trimestre serait de 2,7 % ; la contribution de la consommation des ménages serait de 1,5 point.
Source : Insee

► 5. Variations trimestrielles d'activité économique par branche

variations trimestrielles en %, prévision à partir du premier trimestre 2022

Branche	Poids en %	2020				2021				2022
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Agriculture, sylviculture et pêche	2	0,1	0,0	0,2	-0,3	-0,3	-0,1	0,3	0,5	0,5
Industrie	14	-5,2	-16,9	19,7	2,4	0,8	0,0	0,5	-0,2	0,3
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-0,9	-8,2	8,7	-1,9	3,4	1,2	-0,5	2,2	0,0
Cokéfaction et raffinage	0	6,7	20,5	-4,8	6,4	74,1	-12,5	-39,6	14,1	0,0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-7,2	-17,8	20,6	4,5	1,6	-0,7	2,4	-2,1	0,5
Fabrication de matériels de transport	2	-12,0	-42,9	56,3	4,0	-5,2	-4,0	-2,2	0,7	0,5
Fabrication d'autres produits industriels	6	-6,0	-17,7	21,8	2,7	1,7	-0,6	-0,3	-0,6	0,2
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	-2,3	-9,5	13,2	3,1	-1,0	2,3	3,0	-0,5	0,5
Construction	6	-12,8	-25,6	44,1	-0,3	0,1	2,9	-0,2	0,4	0,7
Services principalement marchands	-5	-5,3	-13,1	16,1	-2,0	-0,1	2,1	4,8	1,4	0,2
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-6,0	-11,9	20,8	-2,2	-0,4	-0,8	1,7	0,9	0,0
Transports et entreposage	5	-10,9	-25,5	23,1	-4,1	3,8	4,9	8,9	5,0	0,3
Hébergement et restauration	3	-20,5	-49,0	79,2	-29,8	-13,9	30,0	44,0	1,1	-3,0
Information et communication	5	-1,6	-5,2	7,3	2,0	1,9	1,0	2,6	2,0	1,5
Activités financières et d'assurance	4	-4,7	-11,1	14,9	0,9	1,5	1,8	2,2	0,6	0,5
Activités immobilières	13	-1,3	-2,5	3,1	0,3	0,2	0,8	1,0	0,4	0,2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-4,3	-13,9	18,1	0,7	-0,3	2,1	3,2	0,5	0,3
Autres activités de services	3	-9,5	-35,2	47,9	-14,7	-2,4	6,5	22,6	5,7	0,3
Services principalement non marchands	22	-4,6	-10,9	18,9	-1,2	0,4	-0,4	1,5	0,1	0,6
VA totale	100	-5,5	-13,6	18,1	-1,1	0,2	1,3	3,1	0,8	0,4
Taxes et subventions		-7,5	-12,6	22,1	-1,1	0,3	1,8	3,4	0,0	0,0
PIB		-5,7	-13,5	18,6	-1,1	0,2	1,3	3,1	0,7	0,3

■ Prévision

Lecture : au quatrième trimestre 2021, la valeur ajoutée de la branche de fabrication des matériels de transports a augmenté de 0,7 %. Elle augmenterait de 0,5 % au premier trimestre 2022.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

Conjoncture française

L'évolution de l'activité au deuxième trimestre est entourée d'une forte incertitude, dépendant notamment des développements de la guerre en Ukraine et de ses conséquences économiques. Les résultats précoces des enquêtes de conjoncture de mars, publiés dans cette *Note* à titre exceptionnel (► **éclairage** sur les résultats précoces des enquêtes de conjoncture), montrent notamment un assombrissement marqué des perspectives de production – tant personnelles que générales – dans l'industrie.

De fait, les conséquences économiques de la guerre transiteraient par plusieurs canaux, directs comme indirects. En premier lieu, le vif renchérissement des matières premières et énergétiques amplifie la dynamique amorcée en 2021. Ces hausses de prix pèseraient à la fois sur les coûts de production des entreprises, mais aussi sur les dépenses des ménages, même si le bouclier tarifaire limiterait significativement l'inflation énergétique.

En outre, la fermeture du marché russe, les difficultés d'approvisionnement depuis l'Ukraine et la désorganisation des chaînes de valeur mondiales exacerberaient les contraintes d'offre, déjà très fortes dans l'industrie et la construction, et perturberaient les échanges de biens et services. Le tourisme international, déjà affecté par l'épidémie, pourrait voir sa reprise entravée.

Plus largement, le climat de tension et d'incertitude pourrait entraîner une dégradation de la confiance des agents économiques, entreprises comme ménages, pénalisant l'investissement ou encore la consommation.

Au total, il est à ce stade difficile de quantifier précisément l'impact global de la guerre en Ukraine sur l'activité française. Néanmoins, à titre illustratif, si les cours particulièrement élevés de l'énergie observés début mars devaient se maintenir jusqu'à la fin de l'année, la perte d'activité associée serait de près d'un point de PIB annuel pour l'économie française en 2022 (► **éclairage** sur l'apport des modèles macroéconomiques). Ce chiffrage illustratif ne prend cependant pas en compte les réponses de politique économique apportées dans cette situation (« bouclier tarifaire » par exemple), susceptibles d'atténuer l'impact du choc de prix énergétique. Inversement, il ne tient pas non plus compte des difficultés d'approvisionnement et de l'augmentation des cours de certaines matières premières (hors énergie, dont notamment ceux des céréales), susceptibles de peser davantage sur l'économie. ●

► 6. Écarts d'activité économique par branche, en écart au quatrième trimestre 2019

écart au quatrième trimestre 2019, en %, prévision à partir du premier trimestre 2022

Branche	Poids en %	2020				2021				2022
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Agriculture, sylviculture et pêche	2	0,1	0,1	0,3	0,0	-0,4	-0,5	-0,1	0,4	0,9
Industrie	14	-5,2	-21,3	-5,8	-3,6	-2,8	-2,8	-2,4	-2,6	-2,3
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-0,9	-9,0	-1,1	-3,0	0,4	1,5	1,1	3,2	3,2
Cokéfaction et raffinage	0	6,7	28,5	22,4	30,2	126,7	98,3	19,6	36,5	36,5
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-7,2	-23,7	-8,0	-3,8	-2,3	-3,0	-0,7	-2,7	-2,2
Fabrication de matériels de transport	2	-12,0	-49,7	-21,4	-18,3	-22,6	-25,7	-27,3	-26,8	-26,5
Fabrication d'autres produits industriels	6	-6,0	-22,7	-5,8	-3,3	-1,7	-2,2	-2,6	-3,2	-2,9
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	-2,3	-11,6	0,1	3,2	2,1	4,5	7,6	7,1	7,5
Construction	6	-12,8	-35,1	-6,5	-6,7	-6,6	-3,9	-4,2	-3,8	-3,2
Services principalement marchands	-5	-5,3	-17,7	-4,5	-6,3	-6,4	-4,4	0,2	1,6	1,8
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-6,0	-17,2	0,0	-2,3	-2,6	-3,4	-1,7	-0,9	-0,9
Transports et entreposage	5	-10,9	-33,5	-18,2	-21,5	-18,5	-14,5	-6,9	-2,3	-2,0
Hébergement et restauration	3	-20,5	-59,4	-27,3	-48,9	-56,0	-42,8	-17,7	-16,8	-19,2
Information et communication	5	-1,6	-6,7	0,1	2,2	4,1	5,2	7,9	10,0	11,7
Activités financières et d'assurance	4	-4,7	-15,2	-2,6	-1,8	-0,3	1,5	3,7	4,4	4,9
Activités immobilières	13	-1,3	-3,8	-0,8	-0,5	-0,2	0,5	1,5	1,9	2,1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-4,3	-17,6	-2,7	-2,0	-2,3	-0,3	2,9	3,4	3,7
Autres activités de services	3	-9,5	-41,3	-13,2	-25,9	-27,7	-23,0	-5,6	-0,2	0,1
Services principalement non marchands	22	-4,6	-15,0	1,1	-0,2	0,3	-0,1	1,4	1,5	2,1
VA totale	100	-5,5	-18,3	-3,5	-4,5	-4,4	-3,2	-0,2	0,6	1,0
<i>Taxes et subventions</i>		-7,5	-19,1	-1,3	-2,3	-2,1	-0,3	3,1	3,1	3,1
PIB		-5,7	-18,4	-3,2	-4,3	-4,1	-2,9	0,2	0,9	1,2

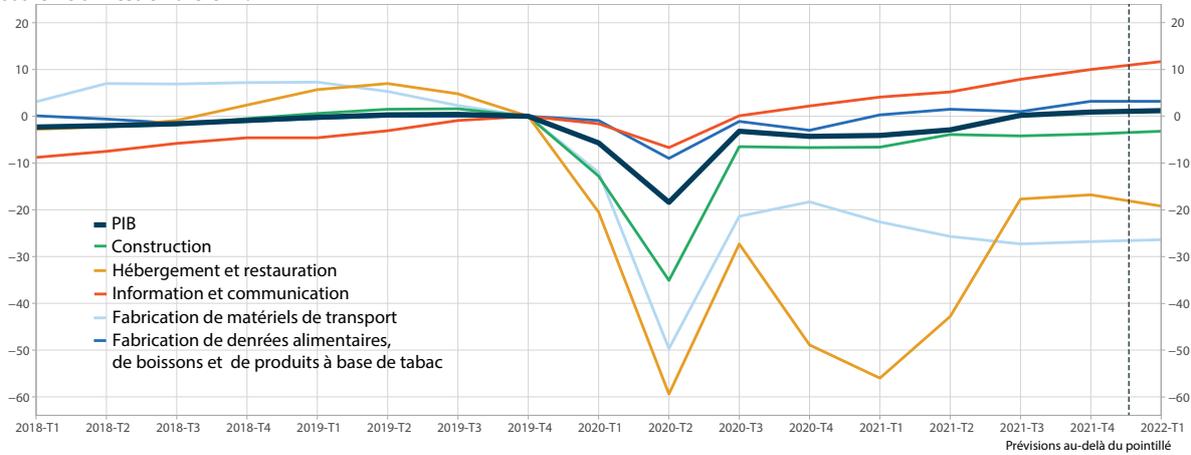
■ Prévision

Lecture : au quatrième trimestre 2021, la valeur ajoutée de la branche de fabrication des matériels de transport s'est située -26,8 % sous son niveau du quatrième trimestre 2019. Au premier trimestre 2022, elle remonterait à -26,4 %.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

► 7. Écarts d'activité économique par rapport au niveau d'avant la crise sanitaire, pour différentes branches

écart au quatrième trimestre 2019 en %



Lecture : au quatrième trimestre 2021, la valeur ajoutée de la branche de la construction s'est située -3,8 % sous son niveau du quatrième trimestre 2019. Au premier trimestre 2022, elle remonterait à -3,2 %.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses